Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

Band: 38 (1988)

Heft: 3

Artikel: Le Parti socialiste suisse et la guerre d'Espagne

Autor: Jeanneret, Pierre

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-81001

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 10.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

MISZELLEN – MÉLANGES

LE PARTI SOCIALISTE SUISSE ET LA GUERRE D'ESPAGNE

Par PIERRE JEANNERET

Nul événement politique de l'entre-deux-guerres n'a, autant que la Guerre civile espagnole, ému, enthousiasmé, galvanisé la gauche helvétique. Nul n'a amené une prise de conscience plus claire du péril fasciste ni engendré pareil mouvement de solidarité, nul enfin n'a eu au sein du Parti socialiste suisse des répercussions politiques plus profondes[1].

A quoi faut-il attribuer cet impact? A l'intensité, à la violence, à la longueur, à la dimension internationale de la tragédie espagnole sans doute. Mais aussi à son caractère de conflit idéologique où s'affrontaient des conceptions du monde radicalement antithétiques. Pour la droite, la guerre se résumait à une croisade contre le bolchévisme athée. La vision de la gauche était, elle aussi, simple, manichéenne et propre à exalter une certaine forme de romantisme révolutionnaire. Le Mal, incarné par les généraux rebelles soutenus par une Eglise rétrograde et les puissances fascistes, s'opposait au camp du Bien: la République légitime défendue par les ouvriers et les *campesinos* en armes. Enfin la tragédie était porteuse de *L'Espoir* qu'exprimait André Malraux. Tandis que les socialistes suisses avaient dû assister plus ou moins passivement à la victoire du fascisme mussolinien, à la capitulation du puissant SPD devant l'hitlérisme triomphant, à l'écrasement de Vienne la Rouge par les canons du chancelier Dollfuss, en Espagne le succès de la démocratie – pour d'autres de la Révolution – semblait possible. Et cette foi en une victoire possible de la République, qui eût marqué le premier et peut-être définitif recul de la marée fasciste en Europe, fut extraordinairement ardente. L'Espagne allait donc susciter dans la gauche helvétique un grand mouvement de solidarité et d'engagement enthousiaste. C'est en Suisse romande que le caractère exemplaire de la Guerre civile espagnole fut ressenti avec le plus d'acuité. D'où la place privilégiée que nous lui accorderons dans cet article.

Nous avons retenu trois axes d'étude: la solidarité, ou l'aide à l'Espagne républicaine; l'analyse politique, comment la Guerre d'Espagne – et en particulier la crise interne du camp républicain[2] – fut-elle perçue par les socialistes suisses? et enfin les conséquences, les répercussions politiques de la guerre civile sur l'histoire intérieure du PSS.

1. L'aide à l'Espagne républicaine

Le PSS ne fut pas seul à soutenir la République espagnole. Le mouvement de solidarité rassembla des socialistes, des chrétiens, des anarchistes et des pacifistes, des éléments bourgeois progressistes. L'engagement massif des communistes suisses tant

1 Cet article est le texte remanié de notre communication au colloque «La Suisse et la Guerre d'Espagne» organisé par le Professeur Pierre du Bois, Villa Rigot, Genève, 23 juin 1986.

2 Nous considérons que les événements sont connus du lecteur. Dans une bibliographie très abondante, l'analyse la plus complète reste celle de HUGH THOMAS, *Histoire de la guerre d'Espagne,* Paris 1961, 2 tomes.

sur le plan humanitaire que sur le plan militaire (participation aux Brigades internationales) nécessiterait à lui seul une étude particulière[3]. Par le nombre de ses adhérents (plus de 50000 en 1936), de ses sympathisants et électeurs (28% aux élections fédérales de 1935), par l'audience de sa presse et ses possibilités d'intervention au niveau parlementaire, le Parti socialiste suisse joua un rôle important dans l'aide à la République. Celle-ci prit des formes diverses. Dresser une liste exhaustive d'organisations et d'actions ponctuelles ne présenterait ici qu'un intérêt limité. Leurs traces fragmentaires – tracts, brochures, appels de fonds, pétitions – sont dispersées dans les archives publiques et privées[4]. On se basera aussi sur les témoignages oraux des survivants. Nous nous bornerons donc, pour cette première partie, à quelques informations succinctes.

En août 1936, *Le Travail / Droit du Peuple* lance un premier appel d'aide. Les listes de souscription sont accompagnées de commentaires qui traduisent bien, dans leur naïveté et leur engagement, les sentiments de la base, de petites gens face à l'Espagne et la pluralité des motivations:

«Pour nos camarades espagnols, pour le droit et la justice dans le respect de la démocratie.» 5.–
«Pour ceux qui luttent pour nous.» 2.–
«Per i lavoratori di Spagna che lottano per la libertà e la pace.» 5.–
«Pour l'abolition de l'oppression cléricale.» 2.–
«Für die Helden.» 5.–
«Jojo, vive la F.A.I.»[5] 3.–
«Un esclave» 1.–
«Pour que les horreurs du fascisme espagnol soient épargnées au peuple suisse.» 7.–
«Un démocrate sincère.» 2.–
«Un vrai radical.» 2.–

En automne 1936, le professeur André Oltramare[6] fondait l'*Association suisse des amis de l'Espagne républicaine* (AER) qui remplira une double mission d'information (conférences, films, affiches, etc.) et d'aide matérielle. André Oltramare (1884–1947) se dépensa sans compter pour la cause de l'Espagne. Bien qu'il fût lui-même un social-démocrate modéré, hostile aux communistes et à la «ligne Nicole», il collabora aussi très activement à la rédaction de *La Semaine.* Cet hebdomadaire romand, politique, artistique et littéraire fondé par André et Charlotte Muret, parut de septembre 1938 à juillet 1939. Il se voulait le lieu de rassemblement d'un vaste courant démocratique antifasciste et consacra une place très importante à l'Espagne.

Mentionnons les activités de la *Centrale sanitaire suisse* (CSS), créée le 9 décembre 1937 à Zurich: envoi d'ambulances, de matériel sanitaire, de sang, etc. Les responsables de cette «croix-rouge prolétarienne» étaient le Dr Roger Fischer à Genève (qui fut un pionnier dans le domaine de la transfusion sanguine) et le Dr Ernest Jaeggy à Lausanne. Parmi les pères fondateurs, on trouvait aussi Me Ernst Rosenbusch (socialiste de gauche bientôt exclu du PSS), le Dr Reinhard Ruh, le Dr Hans von Fischer de Zurich, qui était proche du Parti communiste, et le Dr Georg Mattmüller, un socialiste chrétien de Bâle profondément influencé par Leonhard Ragaz[7].

3 Cf. Max Wullschleger, *Schweizer kämpfen in Spanien,* Zurich 1939; Helmut Zschokke, *Die Schweiz und der Spanische Bürgerkrieg,* Zurich 1976, pp. 39–54; *«... dass Friede und Glück Europas vom Sieg der spanischen Republik abhängt.» Schweizer im Spanischen Bürgerkrieg,* Zurich 1986.

4 Au Sozialarchiv, Zurich, on consultera les cartons Ar. 1.130.12 (Centrale sanitaire suisse), Ar. 20 (Schweizerisches Arbeiterhilfswerk), Ar. 1.310.I/2 (Flüchtlingshilfe) et 335.70–76 (brochures).

5 *Federación Anarquista Ibérica.*

6 Voir: *André Oltramare. In Memoriam* (hommages à et textes de A.O.), Genève 1948.

7 *Cinquantenaire de la Centrale Sanitaire Suisse. Un aperçu historique 1937–1987,* Dommartin 1987.

Les *Femmes socialistes* et le *Mouvement des femmes contre la guerre et le fascisme* se chargeaient de réparer les vêtements qui étaient ensuite acheminés vers l'Espagne.

C'est à Genève, plaque tournante de l'aide à la République, que se concentraient les envois de secours provenant de toute la Suisse. Le comité *Aide aux enfants d'Espagne* envoya notamment des autobus pour l'évacuation des petits habitants de Madrid et Barcelone soumis aux bombardements de terreur. Les véhicules portaient des noms significatifs: Nansen, Wilson, Dunant, Pestalozzi et Zwingli! Cette organisation rassemblait des groupements proches du mouvement socialiste comme le *Groupe d'action pour la paix* ou le *Service civil international.*

Sur le plan de la solidarité ouvrière internationale, la répercussion la plus importante de la Guerre d'Espagne fut certainement la création de l'OSEO / SAH *(Œuvre suisse d'entraide ouvrière* ou *Schweizerisches Arbeiterhilfswerk).* L'OSEO participa à une série d'actions: évacuation des enfants de Madrid, création de cantines, de crèches, de homes pour orphelins; après la débâcle républicaine, expédition de vivres dans les camps d'internement français[8].

Ces différentes formes d'aide subirent les tracasseries parfois mesquines du Conseil fédéral et de diverses autorités cantonales: ainsi l'interdiction d'héberger des enfants affamés issus de l'Espagne républicaine. Cette mesure, qui allait à l'encontre de la tradition humanitaire de la Suisse[9] fut prise au nom d'une conception étroite de la neutralité. Pour complaire au gouvernement de Franco, qu'il avait reconnu officiellement à mi-février 1939, le Conseil fédéral en vint à interdire tout accueil d'enfants espagnols.

A la fin de l'année 1938 – tandis que l'effondrement républicain se précisait et que l'attention se focalisait sur la crise tchèque, reléguant l'Espagne au second plan – le retour des combattants suisses des Brigades internationales allait déclencher la bataille de l'amnistie. Publié le 1er novembre, l'appel *«Amnestie für die Heimkehrer aus Spanien!»* réunissait des socialistes de toutes tendances, des communistes, mais aussi des progressistes et des notables démocrates. On assista à une véritable mobilisation touchant de larges milieux. L'attitude de la Suisse fut comparée à celle des autres démocraties, plus généreuses envers leurs ressortissants qui avaient combattu en Espagne. Ces derniers, soulignait-on, n'étaient pas des mercenaires mais des idéalistes, des combattants de la liberté contre le fascisme qui menaçait également la Suisse. D'autres (et même le colonel divisionnaire Eugen Bircher) invoquèrent les précieuses leçons militaires que les Brigadistes pourraient apporter à l'armée suisse[10]. Au niveau parlementaire, un postulat fut déposé en décembre 1938 par l'avocat socialiste Johannes Huber de St-Gall (1879–1948). Mais, le 2 février 1939, le Conseil national rejeta l'amnistie, par 92 voix contre 71. Une série de procès entraînèrent alors d'assez lourdes condamnations. Les combattants suisses en Espagne restèrent longtemps des parias.

Concentrée sur un objectif unique investi d'une forte charge affective, la solidarité avec l'Espagne républicaine fut réelle. Néanmoins la relative modicité des sommes rassemblées (même si l'on tient compte de la crise et du chômage), modicité que

8 Sur les activités de l'OSEO en Espagne: JEAN BUHLER, *Solidarité ouvrière,* N° 25, mars 1985, et N° 26, avril 1986.

9 Nous renvoyons au précieux aperçu de MARC VUILLEUMIER, *Immigrés et réfugiés en Suisse,* Zurich 1987.

10 A ce propos, voir ZSCHOKKE, *op. cit.,* pp. 71–84, et *La Semaine,* Nos 21 (3 février 1939), 22 (10 février) et 23 (17 février). Mais l'armée suisse ne sut guère tirer parti de ces expériences. Au contraire, les Brigadistes suisses mobilisés furent entourés de suspicion. Le Plt Ernst Rosenbusch fut même pénalisé pour son activité à la CSS et mis à disponibilité de son commandement.

déplorait Léon Nicole lui-même[11], relativise l'image d'un grand mouvement de générosité collective.

2. *L'analyse politique*

La dimension européenne et idéologique du conflit espagnol fut rapidement perçue. Dès juillet 1936, un appel de la *Fédération syndicale internationale* et de l'*Internationale ouvrière socialiste* (IOS) dénonçait la collusion entre Hitler, Mussolini et Franco, l'aggression italienne en Abyssinie, l'impérialisme nippon qui menaçait la Chine et l'URSS[12]. Les événements d'Espagne apparurent aussitôt comme une nouvelle phase de développement du fascisme international.

Mais sur les moyens d'éteindre l'incendie, des divergences se dégagèrent. Une majorité dans l'IOS resta favorable à la politique de paix de Léon Blum, fondée sur la Société des Nations et la non-intervention. Le PSS au contraire, toutes tendances confondues, se montra très critique envers la décision du gouvernement de Front populaire. La suspension des exportations d'armes françaises vers l'Espagne (8 août 1936), la volonté de Léon Blum d'aller jusqu'au bout des concessions possibles pour sauver la paix[13] furent perçues comme un dangereux et aveugle optimisme: «Cette prétendue ‹détente› – écrivit Léon Nicole – n'est en réalité qu'un délai permettant aux puissances fascistes de continuer leurs fournitures de matériel de guerre aux putschistes espagnols. (...) Si les démocraties ne se ressaisissent pas, si elles permettent l'assassinat de l'héroïque peuple d'Espagne, elles signeront leur arrêt de mort»[14]. Le PSS adopta la même position très critique envers les atermoiements de la Société des Nations, qui préparait «son propre suicide»[15]. Enfin le parti ne cessa de stigmatiser la position officielle du gouvernement helvétique, la «neutralité» du Conseil fédéral «qui consiste à placer sur pied d'égalité le Gouvernement légal – issu des élections constitutionnelles – et les généraux factieux qui ont trahi leur serment de fidélité»[16].

Si la lucidité politique de Léon Nicole peut être souvent mise en question – son aveuglement face aux procès de Moscou, son approbation enthousiaste du Pacte Ribbentrop–Molotov, ses divagations sur le «socialisme viril» des nazis et les «ploutocraties» anglo-saxonnes[17] – reconnaissons qu'il saisit parfaitement les enjeux du conflit, qui débordaient les limites de la péninsule ibérique. Commentant une fois de plus la non-intervention, il écrit: «Après-demain, toujours en raison de ce même chantage, ce sera le tour de la Tchécoslovaquie. (...) Cela se terminera dans l'orgie de boue et de sang que nous préparent les lâches abandons et les écœurantes traîtrises en face de l'abominable fascisme»[18]. Son analyse se situe parfois sur un plan stratégique et non plus idéologique. Elle rejoint paradoxalement la pensée de la Monarchie française qui visait à sauvegarder l'équilibre européen en empêchant l'alliance de Madrid et des Germaniques![19]

11 *Le Droit du Peuple* (désormais *DdP*), 24 décembre 1938.
12 *DdP*, 5 août 1936.
13 Cf. Georges Lefranc, *Le mouvement socialiste sous la troisième république*, Paris 1977, t. 2, pp. 345–346, et Jean Lacouture, *Léon Blum*, Paris 1977, pp. 341–396.
14 *DdP*, 11 août 1936.
15 PSS, *Rapport de gestion pour 1938*.
16 *DdP*, 17 août 1936.
17 Cf. Pierre Jeanneret, *Léon Nicole et la scission de 1939*, étude pour le FNRS, multicopiée, hors commerce (déposée dans les bibliothèques universitaires), pp. 167–176 et 224–232.
18 *DdP*, 18 août 1936.
19 Cf. Charles de Gaulle, *Vers l'Armée de métier* (1934), Paris 1973, p. 18, et *La France et son Armée* (1938), Paris 1973, p. 169.

Ce sont là, dira-t-on, des truismes. Si chacun sait aujourd'hui qu'en cédant sur l'Abyssinie et sur la Rhénanie, qu'en laissant faire en Espagne, qu'en capitulant à Munich les démocraties firent le lit de la *Wehrmacht* – *«the unnecessary war»* dira Churchill – la lucidité face à cette politique de reculs et d'abandons n'était à l'époque pas monnaie courante.

Alors que l'écrasement des républicains apparaissait inéluctable, un manifeste en faveur d'une médiation de paix fut signé par de nombreuses personnalités (dont le professeur Edouard Claparède, E.-Paul Graber, le président du PSS Hans Oprecht, le syndicaliste Charles Schurch, le pasteur Hans von Greyerz). Il souleva une polémique. André Oltramare dénonça dans *La Semaine* ce «mouvement d'idéalisme pacifiste» généreux mais utopique et défaitiste, qui commettait à ses yeux une grave erreur «en condamnant pêle-mêle les fauteurs de la rébellion fasciste et les défenseurs des droits démocratiques», sans opérer de distinction «entre les bourreaux et les victimes»[20].

Voyons maintenant comment les conflits au sein même du camp républicain furent analysés par les socialistes suisse.

Après la victoire républicaine aux élections municipales de 1931, la possibilité d'affrontements internes n'avait pas été éludée: «la république deviendra-t-elle rose, rouge ou noire, voilà la question»[21]. S'il espère découvrir de passionnants débats à propos de la crise de 1937 et la mainmise du Parti communiste sur la République espagnole, le chercheur restera sur sa faim. Les archives du PSS sont étrangement muettes sur ces sanglants affrontements. Pour la majorité du parti, résolument opposée à toute velléité d'unité avec les communistes, la liquidation physique des anarchistes et des «trotskystes» du POUM[22] par le PCE n'eût-elle pas fourni un excellent argument? Il ne semble pas non plus que l'on manquât d'informations: les socialistes suisses étaient bien renseignés sur les tendances qui composaient le Front populaire espagnol[23]. Face aux campagnes pro-franquistes de la presse bourgeoise, l'on jugea probablement nécessaire d'occulter les conflits internes et de ne pas entacher l'image mythique de l'unité antifasciste. Néanmoins les divergences apparaissent.

La presse socialiste genevoise et vaudoise, qui était sous le contrôle direct de Léon Nicole[24], adopta des positions très affirmées. D'octobre 1936 à février 1937, des articles plutôt positifs furent encore consacrés aux anarchistes[25]. L'article important de Pietro Nenni, «Guerre et révolution en Espagne» (15 février 1937), constitua un tournant. *Le Travail / Droit du Peuple* épousa de plus en plus inconditionnellement les thèses communistes. Il choisit, pour reprendre les termes de Malraux, l'organisation et la discipline militaire républicaine contre «l'illusion lyrique», le «faire» contre «l'être». Pietro Nenni citait les mots de Largo Caballero contre «les diviseurs de peuple, les saboteurs de la production, qu'ils soient des ultras ou des fascistes camouflés en ultras»[26]. Le 22 mai, on pouvait lire un nouvel article très violent contre les «provoca-

20 *La Semaine,* N° 17, 6 janvier 1939.
21 *DdP,* 12 mai 1931.
22 *Partido Obrero de Unificación Marxista.*
23 Ainsi les divergences entre Largo Caballero et Indalecio Prieto furent-elles lucidement analysées par HANS GERTSCH, «Spanischer Bürgerkrieg», *Rote Revue,* 1936–37, 16. Jg., pp. 6–10.
24 En 1925, un accord avait été signé entre les journaux socialistes *Le Travail* de Genève et *Le Droit du Peuple* de Lausanne. Les pages de politique suisse et étrangère furent confiées au nouveau rédacteur en chef des deux quotidiens, Léon Nicole (1887–1965). Seule la page locale vaudoise restait sous la responsabilité du Lausannois Albert von der Aa. Cela explique en partie la très large audience dont jouissait Léon Nicole dans la classe ouvrière romande.
25 Cf. *DdP* du 13 octobre 1936, sur la fabrique socialisée «L'Espagne industrielle» à Barcelone et *DdP,* 21 novembre 1936.
26 Par «ultras» il faut entendre ceux qui voulaient la révolution sociale immédiate, avant même la victoire sur Franco, c'est-à-dire les anarchistes.

teurs trotskystes» qui sont «les pires ennemis des travailleurs», des «contre-révolutionnaires». Comparons cet article à celui du 25 janvier 1937 intitulé «Le procès des Trotskystes à Moscou». L'un et l'autre reprenaient la terminologie quasi théologique des grands procès d'Inquisition staliniens.

Dans *Rote Revue,* l'organe théorique du PSS, Robert Bolz défendait une position que l'on peut qualifier de centriste. Tout en insistant sur la nécessité d'une armée disciplinée, il relevait combien la mainmise des communistes sur l'Etat espagnol nuisait à l'image de la République dans les nations démocratiques[27]. La droite du parti dénonçait avec E.-Paul Graber la «tendance procommuniste» de la presse socialiste romande. Connaissant de l'intérieur les méthodes du PC, Walther Bringolf s'opposa à une action commune d'aide à l'Espagne OSEO – *Secours Rouge,* dans laquelle il voyait une manœuvre de diversion communiste destinée à détourner l'attention des grands procès de Moscou[28].

A travers les épurations de Madrid, de Barcelone et de Moscou, le problème de la relation du PSS à l'Union soviétique était une fois de plus posé. Il outrepasse les limites de cette étude. Mais l'on peut affirmer que, dans le processus d'alignement inconditionnel de la gauche socialiste romande sur les thèses staliniennes, la Guerre d'Espagne joua un rôle prépondérant. Aux lâchetés et aux abandons de la SdN, Nicole opposait le soutien de l'URSS à la République. Rempart contre le fascisme, seule l'Union soviétique pouvait «faire reculer Hitler et ses entreprises guerrières»[29]. *Le Travail / Droit du Peuple* entrait dans la mystique des «avions soviétiques», dont l'attente anxieuse dans le ciel de Madrid inspira de belles pages à André Malraux. Dès lors que l'Union soviétique avait «sauvé la République espagnole de l'écrasement» et «sauvé la liberté et la démocratie en Europe occidentale»[30], toute critique de l'URSS, de sa politique intérieure ou extérieure fut ressentie comme un coup au mouvement ouvrier tout entier, dont elle constituait le plus sûr garant et la forteresse contre le fascisme. Cette vision idéalisée du pays de Staline culmina avec le séjour de Léon Nicole et le panégyrique de l'URSS qu'il publia à son retour[31].

En résumé, on peut dire qu'il y eut, globalement, identité de vues sur le combat antifasciste de la République espagnole. On constate en revanche de profondes divergences d'appréciation quant au rôle des communistes et de l'Union soviétique. Elles sont révélatrices du fossé qui se creusait entre le PSS et la gauche nicoliste.

3. Les conséquences pour le PSS

a) Vers le Front populaire

La gauche du Parti socialiste avait été traumatisée par les événements d'Allemagne. Le triomphe du nazisme était imputable à ses yeux à la sclérose du SPD – qui s'était mué en un appareil bureaucratique – et à la désunion des forces populaires. Le 30 janvier 1933 n'avait-il pas révélé les effets des divisions «désastreuses et criminelles» du mouvement ouvrier depuis 1920–21?[32] Or la victoire du Front populaire espagnol aux élections du 16 février 1936, puis celle du Front populaire français démontraient

27 Robert Bolz, «Wie ich Spanien sah», *Rote Revue,* 1937–38, 17. Jg., pp. 169–174.
28 Procès-verbal de la séance du Comité directeur du PSS, 7 juillet 1937 (SAZ).
29 *DdP,* 9 mai 1938.
30 *DdP,* 19 juillet 1937.
31 Léon Nicole, *Mon voyage en URSS,* Genève 1939.
32 *DdP,* 31 décembre 1936.

a contrario la force de l'unité recouvrée. Ces exemples étrangers devaient donc inspirer le PSS. Comme un leitmotiv, les appels à l'union reviennent inlassablement dans *Le Travail / Droit du Peuple.* Les manifestations pour l'unité s'étaient multipliées à Genève dès 1935[33]. La Guerre d'Espagne ne fut pas à l'origine de cet élan vers l'unité mais elle le relança et lui donna une vigueur nouvelle: «La rébellion du général Franco contre le gouvernement du Front populaire en Espagne – écrira Jules Humbert-Droz dans ses *Mémoires* – fut l'occasion de développer encore le front unique et de l'étendre à la gauche de la bourgeoisie»[34].

De nombreuses manifestations de solidarité avec la République espagnole rassemblèrent communistes et socialistes, surtout à Genève et Lausanne. Les actions concrètes en faveur de l'Espagne, dans le cadre des AER ou de la CSS, contribuèrent à souder les éléments de la gauche romande. Léon Nicole était convaincu que seul un «vaste rassemblement populaire» englobant socialistes et communistes, mais aussi les petits paysans et la bourgeoisie progressiste, sur le modèle des Fronts populaires français et espagnol, viendrait à bout du fascisme. A La Chaux-de-Fonds, le *Front antifasciste* défendait des thèses similaires. Il était dirigé par André Corswant (1910–1964) et Georges-Henri Pointet (1908–1944) qui, engagé volontaire dans les Forces Françaises Libres, sera tué lors du débarquement de Provence[35]. En Suisse alémanique en revanche, où le Parti socialiste avait perdu sa gauche lors de la scission de 1921, les militants favorables à l'unité PS–PC étaient très minoritaires, marginaux et souvent menacés d'exclusion (groupe Ernst Walter, Rosenbusch, etc.). On retrouvera plusieurs de ces hommes dans la *SP-Opposition* de 1940, notamment l'Appenzellois Werner Nef (1902–1980), qui avait combattu dans les Brigades internationales, et Harry Gmür (1908–1979), dont l'hebdomadaire de gauche *ABC* avait témoigné sa solidarité active à l'Espagne républicaine. Ils joueront plus tard un rôle important dans le Parti suisse du Travail[36].

La parenté des langues, l'appartenance au même univers latin, l'influence traditionnelle de Paris, mais aussi le fait que la gauche était restée dans les rangs du Parti socialiste en 1921, tous ces facteurs expliquent pourquoi l'impact de la Guerre d'Espagne et la volonté d'unité furent plus importants en Suisse romande.

Or cette politique d'unité prolétarienne, qui va culminer en 1938 avec l'accueil sans conditions des communistes genevois frappés d'interdiction au sein du Parti socialiste, bravait de plus en plus ouvertement la politique officielle du PSS. Subissant une forte pression de l'Union syndicale hostile aux communistes[37], cherchant à s'intégrer dans la

33 Sur les rapports PS–PC, particulièrement à Genève: NERIA MONETTI, *Le sort du Front unique à Genève pendant les années 30,* mémoire de licence, Fribourg 1974; diverses contributions in *Voix Ouvrière,* 30 avril / 1er mai, 30 décembre 1976 et 25/26 février 1977; JEAN VINCENT, *Raisons de vivre,* Lausanne 1985; PIERRE JEANNERET, *op. cit.,* pp. 99–133. L'ouvrage le plus général sur les rapports PS–PC en Suisse est celui de HANSUELI VON GUNTEN et HANS VOEGELIN, *Das Verhältnis der sozialdemokratischen Partei zu andern Linksparteien in der Schweiz (1912–1980),* Berne, 1978 et 1980. Voir également PETER HUBER, *Kommunisten und Sozialdemokraten in der Schweiz 1918–1935. Der Streit um die Einheitsfront in der Zürcher und Basler Arbeiterschaft,* Zurich 1986.

34 JULES HUMBERT-DROZ, *Mémoires,* t. 3, Neuchâtel 1972, p. 178.

35 Voir: MARC PERRENOUD, *Les relations entre socialistes et communistes dans le canton de Neuchâtel de 1931 à 1937,* mémoire de licence, Neuchâtel 1981; JEAN LINIGER, *Georges-Henri Pointet 1908–1944. Vie – Textes – Documents,* Nyon 1967.

36 Cf. *Zur Geschichte der kommunistischen Bewegung in der Schweiz* (choix d'articles du *Vorwärts* 1968–1980), Zurich 1981, pp. 182–191 et 293–296; PIERRE JEANNERET, *op. cit.,* pp. 214–217.

37 Voir PHILIPPE GARBANI et JEAN SCHMID, *Le syndicalisme suisse. Histoire politique de l'Union syndicale,* Lausanne 1980, pp. 90–95 et 111–118.

démocratie suisse (programme de 1935, mouvement des Lignes directrices, Paix du travail, etc.), visant l'accession au Conseil fédéral, le PSS s'était engagé, dès le milieu des années 20, dans une voie nettement réformiste. Son congrès de Bienne (8–9 avril 1933) avait condamné toute velléité d'accord avec le Parti communiste. La pratique de l'unité, à Genève particulièrement, était donc en désaccord total avec la ligne officielle du parti.

Depuis 1929, les relations entre le PSS et le Parti socialiste genevois n'avaient cessé de se dégrader. Les deux sujets principaux de discorde étaient l'Union soviétique et le Front populaire. La guerre d'Espagne, en radicalisant les positions antagonistes jusqu'à les rendre inconciliables dans une même formation politique, contribua ainsi à la scission de 1939, la plus grave que le Parti socialiste suisse ait connue, depuis 1921, dans son histoire conflictuelle.

b) L'adhésion des socialistes romands à la défense nationale

On sait dans quel contexte – menace militaire fasciste et volonté d'intégration dans la démocratie suisse – le PSS opéra en 1935, au congrès de Lucerne, son revirement spectaculaire. Il rompait ainsi avec une longue tradition antimilitariste et pacifiste[38]. L'unanimité ne s'était cependant pas faite dans ses rangs. Les Romands restèrent plus longtemps hostiles au principe même de la défense nationale. Ce décalage s'explique de plusieurs manières: position plus «à gauche» des PS romands, souvenir vivace de la fusillade du 9 novembre 1932, tradition pacifiste – d'essence anarchiste ou chrétienne – fortement ancrée dans le Jura et dans le bassin lémanique.

La Guerre d'Espagne provoqua une prise de conscience. «Pendant des années – explique un témoin – le socialisme genevois avait été profondément pacifiste. Le recours à la violence apparaissait comme une erreur et un crime. Or les causes de la Guerre d'Espagne, son évolution, la montée du fascisme en Europe, tout cela nous a conduits à nous interroger. Certains, notamment les jeunes, ont commencé à affirmer que la violence pouvait être légitime, et qu'il y a des circonstances où il faut l'utiliser»[39].

Dans le canton de Vaud, le débat s'engage le 5 décembre 1936, au Comité cantonal du PSV: «Maintenant que le fascisme devient de plus en plus menaçant» Jeanneret-Minkine demande «une collaboration du PSS pour la défense nationale et le vote des crédits militaires; il prône l'avancement en grade des ouvriers dans l'armée.» Un socialiste du rang cite «l'exemple de l'Espagne». Lui «qui a toujours été contre l'armée (...) a changé d'avis»[40].

Le Dr Maurice Jeanneret-Minkine (1886–1953), hier encore contempteur de l'armée de la bourgeoisie et du drapeau suisse, «panosse fédérale» des fusilleurs de novembre 1932[41], prit une part importante au débat. Il publia dans *Le Droit du Peuple* un article remarqué, où il faisait explicitement mention de l'Espagne: «Si la Suisse est envahie par des hordes barbares du Nord et du Sud, ils sont bien rares les socialistes qui accepteront de se faire tuer comme des lapins ou de fuir lâchement. Si la Suisse est envahie par les

38 Sur l'évolution du PSS face à la défense nationale, la bibliographie est abondante; nous renvoyons à la bonne synthèse de GOTTHARD FRICK (Hptm), «Sozialdemokraten und Landesverteidigung», *Allgemeine Schweizerische Militärzeitschrift,* 1962, pp. 423–430 (août) et 496–504 (septembre).

39 CLAUDE TORRACINTA et BERNARD MERMOD, *Genève 1930–1939. Le temps des passions,* Genève 1978, p. 194.

40 Procès-verbal de la séance du Comité cantonal du PSV, 5 décembre 1936 (ACV).

41 CHANTAL EPARD, *Les répercussions lausannoises des événements du 9 novembre 1932 à Genève,* mémoire de licence, Lausanne 1979.

Allemands de Hitler, les socialistes suisses romands seront les premiers à prendre leur fusil, à penser aux ouvriers dynamiteurs des Asturies pour tenter de faire sauter à coups de grenades les soudards menaçants»[42].

Le 17 janvier 1937, une résolution était votée qui marquait l'adhésion tardive des socialistes vaudois à la défense armée du pays. Elle fut adoptée à une courte majorité, au terme d'un débat passionné. La référence, explicite ou implicite, aux exploits des ouvriers madrilènes dans la Cité universitaire, au Cinquième Régiment de l'ancien carrier Enrique Lister et plus généralement à la résistance armée de la République espagnole y avait été constante.

Mentionnons enfin le soutien du Parti socialiste suisse à une initiative des Indépendants duttweilériens. Visant à la création d'une puissante aviation militaire (campagne dite des «1000 avions») et au renforcement de la DCA, elle devait être financée par un prélèvement de 1% sur les grandes fortunes. L'expérience des bombardements aériens testés sur la population civile en Espagne n'avait certainement pas été étrangère à son lancement[43].

* * *

Le Parti socialiste suisse saisit tôt, avec lucidité, les enjeux idéologiques et stratégiques, au plan européen, de la Guerre civile espagnole. Il s'engagea résolument pour le soutien à la République, contre la reconnaissance du gouvernement de Burgos, pour l'amnistie, contre l'inefficace et suicidaire «non-intervention».

Cette prise de conscience déboucha sur un vaste mouvement de solidarité concrète avec la République et ses populations soumises aux bombardements de terreur. Un mouvement où la Suisse romande, surtout Genève, occupa une place privilégiée, et qui réunit de larges milieux, dans la gauche et hors de la gauche.

Quant aux conflits internes du camp républicain, occultés probablement par souci d'unité face au large consensus pro-franquiste de la droite et des milieux conservateurs helvétiques, ils n'apparurent guère au grand jour. Mais de profondes divergences dans l'analyse ébranlèrent l'unité du Parti socialiste suisse. En soutenant inconditionnellement les thèses des communistes espagnols, en exaltant l'aide fournie par l'URSS, en revendiquant la formation d'un Front populaire d'unité prolétarienne, la gauche nicoliste s'engagea dans la voie stalinienne. Ce processus devait inévitablement aboutir à la rupture. Longtemps différée, elle survint en septembre 1939, lorque Léon Nicole salua avec enthousiasme la signature du Pacte germano-soviétique.

La Guerre civile espagnole a donc eu, au niveau certes modeste et relativement local du Parti socialiste suisse, d'importantes retombées. Facteur de cohésion interne – par le coude-à-coude des gauches dans le cadre de l'aide aux populations espagnoles, par l'adhésion des Romands au principe de la défense armée du pays – elle fut davantage encore un facteur de désunion et de scission.

Enfin la Guerre d'Espagne – et l'historien ne saurait occulter cette dimension affective – a laissé dans les cœurs des socialistes suisses le souvenir exaltant, probablement idéalisé, d'un grand mouvement de solidarité, de générosité et d'engagement. En cela, et après cinquante ans, elle a conservé pour l'ensemble de la gauche européenne, toutes tendances confondues, une valeur quasi mythique.

42 *DdP*, 11 décembre 1936.

43 Cf. Jean Meynaud et Adalbert Korff, *La Migros et la politique: l'Alliance des Indépendants*, Montréal 1965, pp. 213–215. En septembre 1939, après le déclenchement de la guerre, le Conseil fédéral promit des crédits pour le renforcement de l'aviation militaire. L'initiative – qui avait recueilli plus de 92000 signatures – fut alors retirée.